

La voix de l'Opposition de gauche

La gangrène corporatiste gagne du terrain.

10 juillet 2012

Abaisser le niveau de la barricade afin de permettre aux dirigeants syndicaux de pouvoir passer plus facilement d'un côté de l'autre sans prendre le risque de se le voir reprocher et de se ramasser.

L'union nationale au chevet du capitalisme français, voilà quel aurait pu être le titre de cette conférence antisociale à laquelle tous les syndicats ont accepté en coeur de participer.

On aurait envie de déclarer que le syndicalisme de lutte de classes est mort si l'on devait s'en tenir à ses dirigeants corrompus jusqu'à la moelle par le capitalisme.

Tout comme sur la question du parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons impérativement besoin pour vaincre notre ennemi, on peut se poser la question de la légitimité des syndicats qui n'entendent pas combattre pour l'abolition du capitalisme et contre l'Etat, qui ne regroupent qu'une infime minorité de travailleurs pour finalement ne faire entendre qu'une seule voix alignées sur les besoins de la classe dominante, tandis que celle de l'opposition de gauche est bâillonnée, inexistante.

La méthode consiste à élever la collaboration de classes au niveau constitutionnel afin de lier les syndicats aux contre-réformes structurelles que le gouvernement entend appliquer. Pourquoi l'institutionnalisation déjà en place de la collaboration de classes ne suffit-elle pas ou plus, pourquoi faudrait-il passer au cran supérieur ? Deux réponses.

La première, la plus facile à saisir, parce que le capitalisme traverse une crise dont il est incapable de sortir sans l'aide ou la complicité des syndicats.

La seconde qui peut prêter à discussion, parce que la classe ouvrière n'est plus représentée au sein du parlement, prenant acte (abstention le 17 juin) ou confirmant au passage que le PS n'est pas un parti ouvrier, et parce que les partis dits ouvriers n'y disposent que de quelques élus à la voix inaudible, comme si finalement ils n'existaient pas.

Et le choix de tenir cette conférence où siège le Conseil économique et social ne tient pas du hasard, il tend à confirmer ce qui vient d'être dit, dans la mesure où y figure pratiquement tous les courants du mouvement ouvrier, y compris des trotskistes ou ex-trotskistes tel V. Prémey par exemple.

Le Conseil économique et social est l'institution de la Ve République la plus élevée où la collaboration de classes fonctionne à merveille 365 jours par an, une référence en la matière, un exemple à suivre donc. On en entend peu parlé et on en parle peu et pour cause, nos révolutionnaires de service se passent bien de s'appesantir sur cette question qui à leurs yeux doit être secondaire. Personnellement j'ai une autre interprétation à suggérer.

En 1969, lorsque de Gaulle voulu fusionner le Sénat et le Conseil économique et social, les trotskistes de l'OCI firent grand bruit et dénoncèrent cette mesure comme corporatiste et ils appelèrent à voter non au sein de FO par la voix de P. Lambert. Ensuite, Lambert fit savoir à qui

voulait bien l'entendre qu'il était à l'origine du ralliement de Bergeron au vote non, omettant de dire que Bergeron avait précisé qu'au cas où le oui l'emporterait son syndicat siègerait au nouveau Sénat.

Cette intention manifestée par Bergeron ne sortait pas du néant, elle était en accord avec la collaboration de classes au niveau institutionnel à laquelle se livrait déjà FO en participant au Conseil économique et social, sans que nos braves trotskistes y voient à redire, jusqu'à nos jours notez bien, car si l'on penche de plus près sur le projet de de Gaulle, la composition et le fonctionnement actuel du Conseil économique et social on est frappé par la similitude qui existe entre les eux, là aussi nos trotskistes sont muets.

On pourrait s'arrêter là et conclure en disant que Hollande en organisant cette conférence dans l'enceinte du Conseil économique et social et en la plaçant sous le signe de la recherche d'un "*compromis positifs*" entre gouvernement, patronat et syndicats remet au goût du jour sous un angle adapté à la situation le projet de de Gaulle d'institutionnaliser ou constitutionnaliser la collaboration de classes au plus haut niveau possible pour y subordonner le mouvement ouvrier ou mieux enchaîner au sort du capitalisme.

Maintenant, certains militants peuvent émettre des doutes sur l'analyse qu'ils viennent de lire, peut-être que le Conseil économique et social ne serait pas une institution aussi nocive que je le prétends. Et bien vérifions-le immédiatement.

Dans la notice biographique du Conseil économique et social en une seule phrase se trouve résumé son objectif :

"Les revendications sociales se renforcent et après la Première Guerre mondiale, l'idée de créer un conseil économique est de plus en plus largement débattue", non pas dans la perspective de donner une suite positive à ces revendications ou de les légitimer, mais au contraire pour les endiguer, pour que les syndicats y renoncent moyennant leur participation à cette institution créé en 1924 par le gouvernement du Cartel des gauches dirigé par Edouard Herriot, quelle coïncidence ! Quant à son rôle, il est précisé en filigrane dans cette notice dont j'ai tiré les extraits suivants :

Dans les années 20 : *"Quasiment tous les sujets de politiques publiques sont abordés."*

Dans les années 30 : *"Le CNE reste une institution consultative mais son activité est alors essentielle dans l'élaboration du nouveau droit social français."*

Dans les années 40-50 : *"Mais de la construction européenne à la politique scientifique, des relations sociales aux enjeux industriels ou agricoles, le CE est un des lieux de débat autour de la reconstruction et de la modernisation économique de la France."*

Dans les années 60 : *"Le CES a connu différents projets de réforme. Le plus important fut bien sûr celui proposé dans le texte soumis à référendum le 29 avril 1969, il revenait entre autres sur le projet de fusion du Sénat et du CES."*

Des années 60 à 2012 : *"Les réformes ultérieures sont longtemps très limitées et touchent à des points précis de sa composition. "*

Le Conseil économique et social devenu également environnemental sous Sarkozy, est une institution à part entière de la Ve République qui figure dans la Constitution :

ARTICLE 69. Le Conseil économique, social et environnemental, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui lui sont soumis. Un membre du Conseil économique, social et environnemental peut être désigné par celui-ci pour exposer devant les assemblées parlementaires l'avis du Conseil sur les projets ou propositions qui lui ont été soumis. (...)

ARTICLE 70. Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis.

Le Conseil économique et social est le temple de la collaboration de classes avec un budget de fonctionnement de quelque 37 millions d'euros pour 2012 prélevés par l'Etat sur nos impôts directs et indirects. Oui parce qu'en plus ils sont grassement payés pour piétiner nos droits ! Que ces membres siègent dans un palais, le palais d'Iéna, n'a rien de choquant pour la cour d'un monarque, vous voudriez tout de même pas qu'ils logent dans les écuries !

Autres questions ou réflexions à propos de cette conférence.

A l'adresse des participants, Hollande a dit dans son discours qu'elle devait déboucher sur un "*compromis positif*". Positif pour qui ? Pour quoi ?

Il l'a précisé : sur la base du renforcement de la "*compétitivité des entreprises*" créateurs d'emplois et pour que les recettes de l'Etat augmentent afin qu'il soit en mesure de régler sa dette aux banquiers. Mais comment est-il possible de renforcer la compétitivité des entreprises, sinon en alignant sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs sur celles de leurs concurrents allemands, chinois, etc. donc en diminuant le coût du travail, en allongeant la durée du travail, en s'attaquant à la législation du travail jugée encore trop favorable aux travailleurs selon le Medef.

Comment doit-on caractériser un compromis trouvé sans même avoir bataillé pour imposer ses revendications, sinon une capitulation en rase campagne, une trahison.

A ce propos, chaque fois qu'un gouvernement avance une contre-réforme, on assiste à la même mise en scène, on nous dit que les appareils des syndicats vont monter au créneau pour faire en sorte qu'elle passe, pourquoi, parce qu'ils sont pourris, puis, ce qui devait arriver arrive, chacun y va de son bon mot pour expliquer qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose de leur part, que c'était prévisible patati patata, les commentaires habituels et vides des bavards quoi, tout le monde s'en contentant comme si tout avait été dit là.

Ainsi chaque fois se renouvelle la même comédie minutieusement réglée, on y a eu le droit sur la retraite où tout était possible paraît-il, mais voilà, patatras, ce n'était qu'un leurre, tant pis, ce sera pour la prochaine fois se disent-ils, il y en a qui se le répètent ainsi depuis des décennies apparemment sans s'en apercevoir, entre nous, à croire qu'ils s'en foutent complètement mais c'est une autre histoire, l'essentiel pour eux c'est d'avoir bravement lutté, vous savez, la lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final... ou fatal, cela donne bonne conscience, au moins on a le sentiment de n'avoir rien à se reprocher, on a résisté, on a été vaincu, on n'a pas démerité, bref, tout le monde est content, à croire qu'il serait impossible de lutter et réfléchir en même temps.

Ainsi chaque fois on semble redécouvrir que les directions des syndicats sont corrompues, comme si elles l'étaient pour l'occasion, laissant entendre que le reste du temps ce ne serait pas le cas, qu'il serait exagéré de le prétendre. Or, elles le sont 365 jours par an depuis des lustres, elles ne collaborent pas avec le gouvernement et le patronat uniquement à l'occasion d'une mesure que le gouvernement voudrait voir appliquer, elles le sont en permanence, c'est leur quotidien et leur gagne pain. Du coup on se dit : mais alors quand on nous fait miroiter qu'elles pourraient se placer résolument au côté des travailleurs, qu'est-ce que c'est, c'est une escroquerie politique, ceux qui le prétendent sont de mèche avec les bureaucrates pourris des syndicats, ils roulent pour eux, les Lambert, Gluckstein, Barta, Laguiller, Krivine, Besancenot et Cie ils se sont bien foutus de nous, pire que cela en vérité...

Pourquoi pensez-vous qu'ils ont des liens organiques avec les appareils des syndicats, du PS et du PCF, pourquoi refusent-ils d'engager le combat contre financement des syndicats par l'Etat, pourquoi participent-ils tous aux institutions à des degrés divers, pourquoi épargnent-ils en permanence le gouvernement et les institutions, plus fort, quand bien même une question touchant directement à la Constitution est à l'ordre du jour ils trouvent le moyen de ne pas prononcer le mot tabou de Constitution, pire encore, et qu'un traité européen (TCE) vienne empiéter sur les prérogatives de la Ve République, ils prennent publiquement la défense de cette dernière (Gluckstein en 2005), etc. au point qu'on n'ose même plus se demander pourquoi ils ont abandonné le combat pour le socialisme pour ne pas passer pour des naïfs ou des crétins ou pire leur complice.

C'est ainsi que dans le même registre, le PCF, le POI et le NPA se sont demandés ces dernières semaines s'il fallait attendre quelque chose de ce gouvernement capitaliste, des fois que pris de remord il pourrait avoir des dispositions favorables aux travailleurs, au cas où ils ne l'auraient pas remarqué, les élections sont passées, place aux choses sérieuses, ce n'est pas bon de faire attendre les marchés.

LO n'était pas en reste, j'ai lu hier dans un de leurs articles présent sur le Net qu'ils estimaient que l'usine PSA d'Aulnay était déjà fermée, alors à quoi bon lutter contre sa fermeture, ils se font l'écho des besoins du patronat, très très fort ces trotskistes.

Vous aurez compris que nous ne construirons jamais le parti révolutionnaire sur la base de ces partis ou les formations qui en sont issues. C'est dramatique comme constat, certes, mais vaut mieux être lucide que de croire toute sa vie des balivernes et d'aller de désillusions en désillusions

On attendra la fin de cette conférence pour en faire l'analyse, sachez que le Medef s'est dit "*enthousiaste*" à l'issue de la première journée, sans surprise donc puisque tous les participants sont décidés à mettre la main à la pâte. Je vous conseille de changer de régime alimentaire pour ne pas vous empoisonner.